14e année
numéro 285

25 Décembre 1938
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*. 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél. : **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 285

(25 décembre 1938)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Plus que jamais sortir de la nation!

Dans un article de *Syndicats* paru peu avant le Congrès de Nantes, Dumoulin a eu le courage de poser publiquement la question : *la France peut-elle encore être une « grande Puissance »?*

Question d'importance, même en ce qui concerne la lutte propre du prolétariat, car la lutte de classes a à tenir compte plus que jamais de facteurs internationaux.

POURQUOI LA FRANCE NE PEUT PLUS ETRE UNE « GRANDE PUISSANCE »

A la question posée par Dumoulin il faut répondre catégoriquement : *non.* La France n'est plus capable, à l'heure qu'il est, d'être une grande Puissance, ni même une Puissance. A moins qu'elle ne prenne l'initiative d'une transformation totale — nous verrons tout à l'heure sur quelles bases — il ne lui reste qu'à devenir vassale. La situation actuelle de la Tchécoslovaquie par rapport à l'Allemagne montre très clairement le sort qui l'attend — à cela près que la situation actuelle de la Tchécoslovaquie, due à la soudaineté de la trahison de la bourgeoisie française, n'est peut-être qu'une situation temporaire dont l'essor du peuple tchèque aura raison par la suite, tandis que pour la France déclinante ce serait une situation définitive, dont les seuls changements ne pourraient être que dans le sens de l'aggravation.

Sa situation démographique

La France a été, au siècle dernier et durant les siècles précédents, une grande Puissance. Pourquoi?

Dans je ne sais plus quel discours, Lénine, analysant la situation internationale mondiale, commence par un exposé sur la population des différentes parties du globe, car, précise-t-il, l'élément essentiel qui détermine le rapport de force des différents peuples est le chiffre de leur population.

Idée banale, mais fort juste.

Une population plus grande ne donne pas seulement un plus grand nombre de soldats, mais aussi un plus grand nombre de travailleurs et d'inventeurs. Donc, non seulement — toutes choses égales d'ailleurs — une armée plus forte, mais aussi une production plus grande.

En outre, une population, qui croît plus vite que ne croît la possibilité, pour la technique, de lui donner du travail et le moyen de se nourrir, tend à se répandre au dehors; une population qui, au contraire, décroît, reste stationnaire, ou croît moins vite que la technique, appelle l'invasion. Les grands transferts de population, par conquête ou immigration, se produisent en allant des pays surpeuplés aux pays sous-peuplés, aussi sûrement que le gaz s'écoule du récipient à haute pression dans celui à basse pression, l'électricité du point à plus haut potentiel au point de potentiel moindre.

Qu'en est-il de la France à ce point de vue?

Les repopulateurs font actuellement une vive propagande pour l'« augmentation de la natalité française ». Leurs conclusions sont enfantines, mais leurs données sont justes. Je ne retiendrai que celles-ci qui ont récemment paru sous forme d'un schéma illustré dans plusieurs quotidiens : en 1865, par rapport aux territoires actuels, la population de la France était de 38 millions d'habitants, celle de l'Angleterre, de 25 millions, de l'Italie, de 22 millions, du Japon, de 32 millions, de l'Allemagne (Autriche et Sudètes compris), de 40 millions. Comme l'Allemagne était, à cette époque, divisée en de multiples Etats, indépendants les uns des autres, et souvent ennemis, la France se trouvait, à cette époque, le pays le plus peuplé de l'Europe (Russie exceptée).

Par contre, aujourd'hui, la France, au lieu d'être le plus peuplé des Etats précités, est, de tous, *le moins peuplé.* La France n'a actuellement que 41 millions d'habitants, alors que l'Angleterre en a 47, l'Italie 43, l'Allemagne, qui ne forme plus qu'un seul Etat, 78 millions, et le Japon 71 millions.

Voilà la première raison, la raison la plus importante, pour laquelle il est impossible à la France de tenir encore le rang qu'elle avait au siècle dernier. De tous les pays de semblable civilisation la France avait alors la population la plus forte, elle était donc un des Etats les plus forts, sinon le plus fort; la France a maintenant la population la plus faible, elle est un pays faible. Cette question de la population interdit, à elle seule, à la France de pouvoir être encore une « grande Puissance ».

Sa faiblesse économique

Pour compenser, dans une mesure plus ou moins grande, sa faible population, la France a-t-elle au moins de grandes « richesses naturelles », c'est-à-dire la possibilité de produire avec moins de travail, donc avec moins d'hommes?

Son sol, certes, est assez fertile, son climat tempéré et à pluies régulières, ses sols souvent profonds, ses terres « franches » font de certaines de ses provinces des pays à hauts rendements moyens, mais cet avantage naturel se trouve annihilé par le système de propriété parcellaire qui diminue à tel point le rendement du travail humain que, finalement, malgré tous les privilèges dont jouit aujourd'hui le cultivateur français, malgré l'aide massive que lui apportent, par l'intermédiaire

de l'Etat, les autres classes de la population, la friche gagne constamment sur la terre cultivée.

Pour le sous-sol, la situation est moins brillante encore.

La base de l'industrie, le « pain de l'industrie » est, depuis 150 ans, — et le restera sans doute longtemps encore — le charbon. Or, alors que l'Angleterre est « un bloc de charbon posé sur la mer » où il n'y a qu'à taper pour en sortir les meilleurs charbons du monde, alors que l'Allemagne dispose, rien que dans le bassin rhénan-westphalien, de charbons en quantités quasi-illimitées, la France n'a, à sa disposition, que des gisements difficiles et pauvres. Des couches trop minces et trop tourmentées dans le Nord et le Pas-de-Calais, trop épaisses à St-Etienne, pour pouvoir être exploitées économiquement, aussi bien les unes que les autres.

Il est vrai que, par contre, la France dispose en Lorraine d'un des plus importants gisements de fer du monde, constitué de minerais, à vrai dire, assez pauvres, mais en quantité considérable. Seulement, c'est justement ce gisement de minerai de fer qui fournit la preuve de l'infériorité économique de la France. Un grand pays industriel, un pays économiquement développé, *n'exporte pas ses minerais.* Exporter des minerais, au lieu de les traiter soi-même, de les transformer, dans le pays même, en produits industriels, est, pour un grand pays, le signe d'une économie retardataire, la caractéristique d'un pays colonial ou semi-colonial. Or, la France exporte tel quelle, à l'état brut, une part très importante de ses minerais de fer; elle n'est pas capable d'utiliser elle-même la plus importante richesse naturelle qu'elle possède.

La production d'acier étant le meilleur critérium de la puissance industrielle d'un pays, on peut caractériser la situation économique de la France, par rapport à celle de ses voisins, par les chiffres suivants : durant le premier semestre de cette année, la France a produit 535.000 tonnes d'acier par mois, tandis que l'Angleterre en produisait le double : 1.021.000 tonnes, et l'Allemagne, presque le *quadruple :* 1.886.000 tonnes. La production de l'Allemagne était, à elle seule, de plus de 20% supérieure à celle de la France et de l'Angleterre *réunies.*

Par contre, en 1848, la France produisait 15.000 tonnes d'acier, l'Angleterre déjà le double : 30.000 tonnes — mais la Prusse (le seul Etat allemand à industrie sidérurgique à l'époque) : 224 tonnes!

⁂

Ces deux séries de chiffres, celle relative à la population et celle relative à la production d'acier, sont la preuve que, à une époque d'impérialisme et d'industrialisation comme la nôtre, où les « masses », masses d'hommes et masses de produits, établissent les seules hiérarchies qui comptent, la France ne peut plus compter comme « grande Puissance ».

LA SOLUTION : ALLER DE L'AVANT

Alors, que faire?

Dumoulin nous invite à en prendre notre parti, à nous replier sur nous-mêmes, dans la contemplation de notre tradition et de notre passé.

Je ne pense pas que cela soit possible.

Certes, il nous sera toujours possible de faire comme cet Athénien de la décadence qui, alors qu'Athènes n'était plus qu'une pauvre bourgade de pâtres s'abritant en des masures construites des ruines du Parthénon, se dressait dans son manteau troué pour déclarer fièrement : « Je suis de la patrie de Sophocle et de Phidias ». Mais ce n'est sans doute pas tout à fait ce sort qu'on veut nous proposer : on désire que, tout en se repliant sur elle-même, la France garde ce qu'elle a, qu'elle reste dans le même état que celui où elle est aujourd'hui.

Or c'est cela qui ne me paraît pas possible.

Cela est possible pour un pays pauvre, mais pas pour un pays riche. Ce n'est pas possible pour un pays qui a, comme la France, profité, pendant plusieurs siècles, de sa position de grande puissance pour devenir l'un des pays les plus riches du monde. Le fabuliste nous l'a enseigné : tout le monde s'acharne sur le lion vaincu. Oui, les Français peuvent se réfugier dans le culte de leurs traditions, mais ce ne sera qu'après dépouillement. Ils pourront continuer à s'enorgueillir d'être les descendants de Pascal et de Voltaire, de Laplace et de Lavoisier, mais ils n'auront plus que le manteau troué du pâtre de l'Acropole.

N'est-il donc point d'autre solution?

Reprendre une tradition

Si la France a pu profiter, presque autant que l'Angleterre, de la Révolution industrielle du dix-huitième siècle, si elle a pu être, avec l'Angleterre, à la tête du mouvement qui a créé la civilisation moderne, alors qu'elle ne possédait pas les avantages naturels de l'Angleterre pour l'utilisation des nouvelles techniques, ni ses merveilleux charbons (pour la machine à vapeur), ni son climat du Lancashire (pour le travail du coton), cela est essentiellement dû à ce que la France fut, à cette époque, *à la tête de la lutte des classes.*

Marx a remarqué que c'était en France que les luttes de classes avaient accusé leur caractère le plus net; c'est en France que, pour la première fois, des historiens ont découvert, en étudiant l'histoire de France (Guizot, Augustin Thierry), que l'histoire était l'histoire de la lutte de classes. Car ce besoin de logique, de réaliser la logique dans les faits, cette sorte de pragmatisme rationaliste qui caractérise — ou, tout au moins caractérisait — le peuple français, a eu pour résultat que c'est en France que les conséquences politiques et sociales de la Révolution industrielle ont été tirées avec le plus de rigueur, et poussées jusqu'à leurs dernières conséquences. C'est la France qui a libéré, le plus résolument, le monde nouveau des entraves que lui avait léguées l'ancien. Par là, elle s'est mise à même de profiter au

maximum des conquêtes de la nouvelle technique, de marcher en tête de la nouvelle civilisation et, par le fait qu'elle montrait le chemin aux autres, acquérir un prestige qui se traduisit par des gains non seulement moraux, mais matériels. C'est parce que la France s'est, la première, et la plus complètement, délivrée des survivances de l'ordre féodal, qu'elle a pu être l'une des grandes Puissances de la civilisation bourgeoise.

Pour se sauver aujourd'hui, la France ne peut qu'emprunter le même moyen : montrer au monde sa Voie, s'engager la première sur une Voie nouvelle.

La Voie de l'Internation

Si la France veut rester une *nation*, un Etat indépendant et souverain, si elle veut rester sur le plan de l'impérialisme, opposer son propre impérialisme à celui de ses rivaux en maintenant tel quel son « Empire » contre ceux qui veulent s'en constituer un, elle est battue d'avance : sur ce terrain, elle n'est pas de force.

Ce pauvre Frossard disait : Il nous faut 5.000 avions; avec 5.000 avions nous serons en sécurité! L'imbécile, qui ne s'apercevait pas que le jour où il aurait 5.000 avions, l'Allemagne en aurait 10.000; l'Allemagne, avec ses 80 millions d'habitants, sa production de charbon et d'acier quadruple de la production française, peut toujours fabriquer 2 quand la France fabrique 1.

Il faut donc quitter le terrain du nationalisme et de l'impérialisme; il faut se porter ailleurs.

La faiblesse profonde de l'hitlérisme, du fascisme et de tous les régimes « nationaux », c'est qu'ils sont en contradiction avec un fait fondamental : le raccourcissement des distances; avec ce fait que les progrès de la technique, en abaissant le coût et la durée des transports, vont à l'encontre de l'économie nationale, comme ils ont naguère été à l'encontre de l'économie domestique, et l'ont détruite. Au fur et mesure que le progrès des transports permet d'obtenir à meilleur marché, en n'importe quel point du monde, les produits fabriqués là où ils sont le plus facilement fabricables, au fur et à mesure que progressent ainsi les possibilités d'unité matérielle du monde, les économies nationales, les « autarchies » économiques deviennent plus absurdes. Par là, deviennent également plus absurdes les souverainetés nationales, les « autarchies » politiques.

Il est exact que, loin de s'affaiblir, le nationalisme économique et politique n'a fait que se renforcer depuis une cinquantaine d'années et que depuis dix ans ce renforcement s'est accentué à une vitesse quasi inimaginable; protectionnisme et patriotisme ont été, de pair, poussés au paroxysme. Mais c'est là un phénomène dont il est pas mal d'autres exemples : lorsqu'un être est condamné, c'est alors qu'il se raccroche le plus désespérément à la vie; lorsqu'une institution n'est plus d'accord avec les nouvelles conditions historiques c'est alors qu'elle prend ses formes les plus extrêmes; quand la noblesse n'a plus rempli aucune fonction sociale, c'est alors qu'elle a maintenu le plus rigoureusement ses privilèges.

Là est le talon d'Achille du fascisme. C'est par là qu'on peut le vaincre. Le fascisme sera vaincu si, au lieu de le suivre sur son propre terrain, comme on l'a fait jusqu'ici en exaltant la nation et en pratiquant l'autarchie économique, on résout la contradiction que nous venons de dire : si on résout la contradiction entre les progrès de la technique du transport et la persistance de la nation par la création de l'internation.

Les bases de l'Internation

Nous avons déjà indiqué, à plusieurs reprises, comment une internation pourrait être construite. Qu'on nous permette d'y revenir.

Dans la situation actuelle de l'Europe et du monde, la formation de l'internation ne peut guère débuter que par la fusion en une même unité politique, en un même Etat fédéral, une « Communauté des Nations » de ceux des pays européens dont les principes constitutionnels sont à peu près semblables, les principes qu'on appelle « démocratiques ». C'est-à-dire les pays où existe encore en droit, et, plus ou moins en fait, ces garanties élémentaires des droits individuels que sont : le suffrage universel, la liberté de la presse et de la parole, le droit syndical, le droit de grève, la non-détention par mesure administrative. Donc, pratiquement, les pays de l'Europe occidentale : France, Angleterre, Suisse, Belgique, Hollande, Pays scandinaves, République espagnole.

Il doit être bien entendu qu'il s'agit là de créer une nouvelle *unité* politique, et non une simple alliance entre les vieilles unités nationales, alliance qui n'apporterait rien de nouveau au monde, qui ne serait qu'une coalition des anciennes forces, un rassemblement de débris, non une force nouvelle.

Or, pour que cette unité existe, tout en consentant à chaque région l'autonomie intérieure indispensable, deux choses, au moins, sont nécessaires.

D'abord, et avant tout, unité économique. Il ne peut y avoir d'unité politique entre pays voisins, arrivés au même stade économique, s'il subsiste entre eux des barrières douanières. Libre circulation des produits, libre circulation des hommes, même monnaie d'un bout à l'autre du Commonwealth, telle est la première condition d'une unité réelle.

En second lieu, unité de la politique extérieure et de la défense.

La faiblesse de la France est telle que, par la force des choses, l'unité de la politique extérieure française et de la politique extérieure britannique est, dès maintenant, chose faite, mais elle s'est réalisée sous la forme de la *subordination*. Blum va à Londres recevoir l'ordre d'organiser, sous le nom de non-inter-

vention, le blocus des armes à l'égard de l'Espagne républicaine; Daladier va à Londres recevoir l'ordre de se conformer aux décisions arrêtées par Chamberlain à Berchtesgaden; et, chaque fois que l'Allemagne ou l'Italie lève le petit doigt, toute la France halète, pour savoir quelle décision va arrêter l'Angleterre : on scrute les moindres paroles de ses ministres pour y découvrir s'ils ne vont pas se conduire à l'égard de la France comme celle-ci se conduisit à l'égard de la Tchécoslovaquie.

Cette humiliante subordination doit être remplacée par l'institution d'un organe constitutionnel unique, à établir selon des modalités à déterminer.

Pour la défense, qui, quoi qu'en dise une propagande pacifiste un peu simpliste, restera une nécessité tant que le monde n'aura pas « changé de base », le désarmement ne pouvant être que la conclusion, et non le prélude, de la Révolution Sociale, la fusion des forces de défense de la France avec celles d'autres Puissances est une nécessité criarde, une nécessité qui se fait plus pressante chaque jour.

Ni financièrement, ni comme « matériel humain », la France ne peut continuer à assurer seule sa défense terrestre, aérienne et maritime; elle aura beau faire travailler ses ouvriers métallurgistes jusqu'à épuisement, elle aura beau recruter des « Sénégalais » jusque dans les plus lointaines savanes, Reynaud pourra faire monter la Bourse, à l'usage des gogos, en clamant que le déficit n'est plus que de 25 milliards, *la France ne peut plus tenir*. Toutes les mesures qu'elle édictera, tous les subterfuges qu'elle tentera, ne sauront empêcher qu'un jour prochain, la France ne pourra plus produire, à la fois, de quoi vivre et de quoi s'armer. La mise en commun du fardeau des armements, mise en commun qui n'est possible que par une unification politique, est, pour le moment, le seul moyen de le rendre supportable.

Pas de nations sujettes

La création de cette internation comporte un danger grave, qui est certainement venu déjà à l'esprit du lecteur. Le danger est que cette nouvelle Puissance ne soit qu'une Puissance comme les autres, une Puissance impérialiste pour laquelle l'unification n'aurait été, non un moyen de préparer l'unification mondiale, mais un moyen de renforcer sa propre force pour assurer davantage sa domination sur les autres peuples.

Le danger existe, bien entendu, — et il est immense.

Il ne peut être évité que si, dès sa fondation, dans son acte constitutif même, l'internation proclame bien haut qu'elle est une Communauté des Nations universelle, c'est-à-dire ouverte à tous, ouverte à tous les Etats qui en feront la demande, à la seule condition qu'ils donnent à leurs citoyens les garanties élémentaires que nous avons dites.

Et, en second lieu, à condition que tous les peuples qui y entrent, ou y entreront, y entrent sur la base de l'égalité : il ne saurait y avoir à l'intérieur d'une Communauté de Nations des peuples maîtres et des peuples sujets.

Pour qu'il en soit ainsi, une mesure est indispensable : l'émancipation des colonies. La fusion de la France et de l'Angleterre ne serait qu'une fusion impérialiste du vieux type, élargissant les conflits au lieu d'en préparer la disparition, si ces deux pays se contentaient de mettre en commun leurs colonies. Celles-ci ne peuvent figurer au « Commonwealth » que comme nations libres, possédant les mêmes droits que les autres. L'émancipation de l'Inde et celle de l'Indochine, celle de l'Afrique du Nord et celle de la Palestine, sont des conditions *sine qua non* pour la constitution d'une véritable internation.

L'INTERNATION ET LA REVOLUTION

Tout cela ne résoudra cependant pas la question sociale. La création d'une Communauté des Nations n'implique par nécessairement que dans le nouvel organisme il ne continue pas à y avoir des exploiteurs et des exploités, mais elle permettra à ces derniers d'amplifier leur lutte et de la mener avec plus de sécurité.

L'« Angleterre » c'est actuellement la Cité, comme la « France » c'est la Banque de Paris; Chamberlain ne vaut pas mieux que Daladier, et la fusion entre les deux pays ne supprimerait, par elle-même, ni la Cité ni la Banque de Paris, ni les Chamberlain ni les Daladier. Le prolétariat aura toujours la même lutte à soutenir, sa lutte de classes; le prolétariat français aura à lutter directement non plus seulement contre le capitalisme français, mais aussi contre le capitalisme britannique; en revanche, il aura dans sa lutte l'appui direct du prolétariat britannique. Le front de lutte se trouvera ainsi élargi; la bataille de classes, au lieu d'être compartimentée en des théâtres séparés par des cloisons plus ou moins étanches, sera convertie en une seule bataille; l'unité d'action du prolétariat international, si vainement cherchée jusqu'à ce jour, se trouvera réalisée presque nécessairement en ce qui concerne les peuples des pays adhérents. Or l'élargissement de la bataille paraît être un facteur favorable au prolétariat : c'est toujours en effet vers l'agrandissement de ses fronts de combat qu'il tend spontanément, c'est dans la généralisation de ses grèves qu'il cherche le succès.

Il y a plus.

Le neuf amène toujours du neuf; les voies nouvelles conduisent à des perspectives neuves; dans une espèce en mutation, une forme nouvelle n'apparaît jamais seule. La fin des Etats traditionnels, des nations entre lesquelles se trouve divisé depuis si longtemps l'Occident européen, et dont le cadre a servi de moule au développement du capitalisme, serait un événement si important, elle entraînerait de si graves conséquences dans tous les domaines, tant de choses en seraient détruites, et tellement d'autres devraient naître, qu'il serait vraiment extraordinaire que les traits

les plus fondamentaux de l'organisation sociale actuelle n'en soient pas eux-mêmes affectés. Presque certainement cette révolution dans la contexture internationale ne pourrait pas ne pas être suivie, à brève échéance, d'une révolution dans la contexture sociale; une Révolution sociale accompagnerait cette Révolution politique.

En tous cas, dans les circonstances actuelles, la Révolution sociale ne me semble pas possible sans cette révolution préalable dans les rapports internationaux. Que la France ne soit plus, dès maintenant, libre de sa politique sociale, cela crève les yeux. Moins que partout ailleurs, la Révolution sociale ne peut être, en France, une révolution purement nationale. Aveugles ceux qui croient possible un « rapprochement » avec les Etats totalitaires sur la base de l'indépendance des politiques intérieures. L'exemple tchécoslovaque est typique à cet égard. Quand la Tchécoslovaquie a dû subir les exigences allemandes, elle n'a pu se contenter de les subir dans le tracé de ses frontières, elle a dû les subir aussi dans le domaine de sa politique intérieure, c'est même par là qu'elle a dû commencer; elle a dû appeler immédiatement au pouvoir les pires bourgeois conservateurs en Bohême, et les fascistes du Pape en Slovaquie; les partis de gauche et d'extrême-gauche y ont été dissous, et un Etat clérical totalitaire vient d'être ouvertement institué en Slovaquie. En France même, soyez sûr que ce n'est pas un effet du hasard si les décrets-lois et la bataille de Daladier contre le droit de grève ont coïncidé avec la rédaction de la déclaration franco-allemande. La venue à Paris de Ribbentrop le jour où Daladier chantait son triomphe sur la classe ouvrière française a la valeur d'un symbole.

Disons-le franchement : en l'état actuel des forces internationales, le prolétariat français ne peut pas faire de Révolution sans que le soir même de celle-ci les troupes d'Hitler et de Mussolini ne franchissent les frontières. Ce n'est pas parce que les staliniens exploitent cette situation pour les besoins de leur propagande dictée par les intérêts nationaux de la Russie, qu'il nous faut nier l'évidence. Plus certainement que l'Italie n'aurait envahi l'Autriche, ce jour de 1933 où, maîtres de Vienne, les sociaux-démocrates autrichiens refusèrent le pouvoir par crainte de l'invasion, plus vigoureusement encore qu'ils n'interviennent aujourd'hui en Espagne, parce que le danger serait plus grand encore pour eux, les Etats totalitaires interviendraient en France, sans délai et sans coup férir, en cas de Révolution.

Donc, si nous ne voulons pas être paralysés, si nous ne voulons pas être condamnés à vivre, par la volonté de nos voisins, sous la domination de notre capitalisme indigène, il nous faut sortir de la nation, élargir la base de l'action de classe afin d'être suffisamment forts, parce que suffisamment nombreux, pour être les maîtres de notre destin.

Ce qui vient d'être exposé représente, c'est bien certain, une transformation considérable de l'état de choses actuel. Cette transformation implique que des tas d'institutions, des tas d'hommes, des tas d'intérêts doivent être bousculés, que des tas d'idées reçues, de sentiments solidement implantés, doivent être abandonnés.

Cela sera-t-il possible? — Je ne sais. Il s'agit de procéder à une véritable création. La création est un mystère dont les lois ne sont pas connues; c'est un événement hors science. Aussi, ne chercherai-je point à prédire s'il aura lieu ou non, si la « Communauté des Nations » verra le jour, ou si elle restera à l'état d'utopie. En revanche, ce que l'on peut avancer avec une quasi-certitude, c'est que si nos pays ne s'engagent pas, très rapidement, sur cette voie, ils sont fichus. Le sens actuel de l'évolution est trop clair pour qu'on puisse se méprendre : si on n'arête pas net, nous allons à la servitude. Pas plus les prêches pacifistes que les renforcements de la byzantine ligne Maginot n'y feront rien : dans moins d'une génération, les Français seront esclaves.

Les événements se déroulent à une allure vertigineuse. Il faut se presser. Aujourd'hui il est encore temps; demain il sera trop tard.

Pour échapper à la servitude, il faut sortir de la nation. De même que Guyenne, Normandie, Provence subsistent, tout en ayant disparu en tant que telles, et n'auraient pu subsister autrement, de même la France subsistera, et ne peut subsister, qu'en disparaissant en tant que telle, en se fondant dans une unité supérieure.

Le peuple de ce pays a été le premier à créer la nation; il peut jouer à nouveau un grand rôle en étant le premier à créer l'internation.

R. LOUZON.

La victoire
du principe
révolutionnaire
en Europe

est pour la France
une question
de vie ou de mort.

BAKOUNINE.

APRÈS LA GRÈVE GÉNÉRALE

Un demi-échec
qui risque de se transformer en désastre

La grève du 30 Novembre — c'est maintenant un fait reconnu par tout le monde — si elle a été loin du « fiasco » claironné par le gouvernement, elle n'a pas eu, non plus, tout le succès qu'on en attendait. Disons que ce fut un demi-succès, ou un demi-échec, comme vous voudrez. Par régions, des corporations ont mieux répondu que d'autres à l'appel de la C.G.T. Il n'est pas sans intérêt de remarquer qu'en général, la grève a eu plus d'ampleur dans les organisations demeurées syndicalistes que dans celles colonisées par les staliniens. En effet, les corporations qui ont donné à plein, ce sont celles des Mineurs, du Livre, des Dockers, des Marins... Celles qui ont le plus flanché, ce sont les Métaux, le Bâtiment, les Produits chimiques, les Services publics...

Le Comité national confédéral, qui s'est réuni le 5 décembre, tout en constatant que ce mouvement se solde par « des milliers de travailleurs emprisonnés, des centaines de milliers d'autres lockoutés ou révoqués, le licenciement systématique des délégués et des cadres syndicaux, l'annulation, pour des corporations entières, des conventions collectives », n'en laisse pas moins entendre que chacun a fait son devoir, puisqu'il « approuve sans réserves la Commission administrative, les Fédérations et le Bureau confédéral pour les décisions prises en ce qui concerne la date de la grève, la méthode d'action mise en œuvre et l'attitude d'ordre et de discipline recommandée aux travailleurs ».

Cette hâte à tout approuver sans réserves, dans la résolution finale, alors que le C.C.N., au cours de ses débats, n'avait pas tout à fait laissé cette impression, ressemble trop à une tentative d'interdire aux militants qui n'ont pas la possibilité de s'exprimer au sein des organismes centraux de la C.G.T. de dire ce qu'ils pensent. Il faut au contraire que chaque militant puisse s'exprimer et formuler ses critiques s'il juge que des fautes ont été commises. Ce sont là les garanties et les nécessités d'une véritable démocratie.

Les hésitations de la C.G.T.

Pour ma part, j'estime que l'on a trop attendu pour lancer l'ordre de grève. C'est au lendemain de la publication des décrets-lois qu'il eût fallu riposter; les travailleurs, dans leur ensemble, ont considéré les décrets-lois comme un camouflet, auquel ils étaient prêts à riposter immédiatement. On a laissé se calmer leur indignation; on a attendu que soient appliquées certaines augmentations de tarifs contenues dans les textes ministériels, et on a laissé au gouvernement le temps d'arrêter tout un ensemble de mesures pour paralyser l'action de la C.G.T.

Ce retard traduit sans doute les hésitations de certains dirigeants syndicaux, qui auraient bien voulu trouver une transaction avec le gouvernement et ainsi éviter la grève. De plus, ces militants étaient partagés entre le souci de tenir compte de l'hostilité des travailleurs à toutes charges nouvelles et leur conviction que ces charges, et d'autres encore plus écrasantes, sont inévitables — avec ce gouvernement ou avec ceux qui lui succéderont — tant que nous serons engagés dans la folle et criminelle course aux armements.

Le malheur est que ces militants ne songent plus à l'heure actuelle à réclamer l'arrêt de la course aux armements, ce qui est la façon la plus raisonnable de défendre le niveau de vie des travailleurs. Au contraire, ils réclament chaque jour plus de canons et plus d'avions pour la défense nationale et s'opposent systématiquement à tout rapprochement franco-allemand, qui rendrait possible au moins l'arrêt de la course aux armements.

Et ce qui est grave, c'est que cette politique de suicide n'est plus défendue seulement par les staliniens qui, eux, sont prêts à exécuter servilement toutes les consignes et à tout faire pour empoisonner les relations franco-allemandes afin d'éviter à la Russie d'avoir un jour à se débattre seule contre l'Allemagne et le Japon coalisés; ce qui est grave, c'est que beaucoup de militants, dont le régime et les frontières russes sont le moindre des soucis, font aveuglément cortège aux staliniens, quitte à se ressaisir quand ils se voient au bord du gouffre, comme ils l'ont fait au moment de Munich.

Le désarroi devant les mesures de réquisition

Une autre cause de l'insuccès relatif de la grève du 30 novembre réside dans les mesures de réquisition prises par le gouvernement dans tous les services publics. En face de ces violations de la loi par le gouvernement, la C.G.T. se devait de prendre une attitude catégorique. Soit pour passer outre, soit pour s'incliner.

Elle aurait pu proclamer que les réquisitions étant illégales, le devoir des travailleurs visés était de n'en pas tenir compte. Cela aurait eu une certaine allure, les énergies ouvrières auraient été galvanisées et la bataille prenait un caractère net d'opposition de la C.G.T. au gouvernement.

Si elle avait jugé, au contraire, que cette position était périlleuse et incompatible avec son souci de maintenir la paix sociale, elle pouvait, tout en soulignant l'abus de pouvoir du gouvernement, décider que tous les travailleurs soumis à l'ordre de réquisition devaient se rendre à leur travail.

Dans l'une ou l'autre alternative cela aurait mieux valu que de ne rien dire ou de dire les choses à-demi, ce qui a produit la plus détestable confusion parmi les organisations et les syndiqués des services publics et a abouti à cette constatation pour le moins paradoxale qu'alors que des syndiqués de la base ont préféré suivre l'ordre de la C.G.T., des dirigeants syndicaux se sont inclinés devant l'ordre de réquisition.

Par exemple, je me demande comment les cheminots menacés de sanctions pour leur participation au mouvement, comment ceux d'entre eux déférés aux conseils de discipline aux fins de révocation, ont pu accueillir la publica-

tion par le journal *Le Temps* du 2 décembre, de la lettre suivante de leur secrétaire général, Pierre Semard, qui mérite, pour le moins, d'être précieusement conservée par nos camarades à toutes fins utiles :

Monsieur le directeur du Temps.

Monsieur,

Je relève dans votre numéro du jeudi 1er décembre sous le titre « Le cas de M. Semard », que seul des cheminots, membres du conseil d'administration de la S.N.C.F., il n'a pas répondu à l'ordre de réquisition.

Cette information est inexacte. Dès que j'ai été en possession de l'ordre me concernant je me suis rendu, *ainsi que notre direction fédérale en avait décidé,* au lieu de service qui m'était assigné.

Je vous prie de bien vouloir insérer cette lettre rectificative dans votre prochain numéro.

Recevez, monsieur le directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

SEMARD,
secrétaire général de la fédération des cheminots.

La grève contre la paix

Une autre cause de faiblesse du mouvement du 30 novembre — et non la moindre — fut l'exploitation par le parti communiste contre les accords de Munich du mécontentement suscité par les décrets-lois. En invitant les travailleurs à protester à la fois contre la paix et contre les impôts, les staliniens n'ont pas seulement fourni au gouvernement et au patronat une arme inespérée contre la grève, mais ils ont divisé les travailleurs spontanément unis contre les décrets-lois, en provoquant des réactions regrettables en sens contraire parmi ceux qui avaient accueilli avec une immense satisfaction l'accord du 30 septembre et qui continuent à penser qu'au moment où cet accord était conclu, il était l'ultime chance de paix pour l'Europe.

Nous n'avons pas compris, en effet, que les manœuvres bellicistes des staliniens aient pu faire perdre leur équilibre à des militants syndicalistes de la valeur de nos camarades de l'Enseignement du Rhône, au point de leur faire prendre une attitude hostile à la grève, bien que la C.G.T. — il faut lui rendre cette justice — ait pris soin de préciser que le mouvement décidé par elle était uniquement destiné à protester contre les décrets-lois.

Et puis, ce n'est tout de même pas une raison suffisante parce que les staliniens ont joué la mort du gouvernement Daladier, à cause de la paix de Munich, pour que nous nous jetions à l'eau pour le défendre, surtout au moment où il nous porte les coups les plus rudes. Quant à son pacifisme, il serait prudent de n'y pas trop compter, car même en septembre il s'est montré assez vacillant : les poursuites contre nos camarades et les mesures de mobilisation le prouvent surabondamment.

J'ajoute, — pour suivre nos camarades du Rhône sur le terrain fragile où ils se sont placés, — que les décrets-lois sont l'œuvre surtout de « l'anti-Munichois » Paul Reynaud. Par conséquent, on pourrait soutenir tout aussi bien que c'était un ministre belliciste qui pouvait être particulièrement affaibli par notre protestation.

J'estime que, dans toutes les circonstances de la vie sociale, ce qui doit nous déterminer ce n'est pas la position de tel ou tel de nos adversaires, c'est la conscience que nous avons de l'intérêt des travailleurs. Nous pouvons sans hésiter nous rencontrer momentanément avec des gens dont nous combattons généralement la politique; l'essentiel est que nous ne perdions jamais de vue notre intérêt de classe. Et, en l'occurrence, la classe ouvrière ne pouvait pas accepter sans réagir des mesures qui détruisent les conventions collectives, suppriment la semaine de 40 heures et nous ramènent vers une ère de domination et d'exploitation sans frein du capitalisme. Même en courant le risque d'un échec, il valait mieux riposter à l'attaque gouvernementale plutôt que « d'encaisser » sans réagir.

Un dernier mot : Les syndicalistes pacifistes étaient plus que les autres fondés à se dresser contre les décrets-lois, parce que, seuls, ils sont conséquents en dénonçant la principale cause de ces mesures de régression sociale qu'est la politique de surarmement et seuls ils s'opposent aux excitations chauvines qu'alimente cette politique.

C'est pourquoi, sans doute, l'ordre de grève a été mieux appliqué dans les corporations fidèles au pacifisme que dans celles dirigées par les bellicistes staliniens.

Il est vrai que, pour deux de ces dernières tout au moins, — le Bâtiment et les Métaux parisiens — la gymnastique qu'on leur fit faire n'a pas peu contribué à les désarticuler. Les ouvriers du Bâtiment n'ont pas encore « digéré » la grève de septembre dernier, grève décidée au moment où l'on *redoutait* l'accord sur le problème des Sudètes, et arrêtée quand on a — enfin! — vu placarder les premières affiches de mobilisation.

Pour les Métaux, c'est dans des conditions aussi singulières que fut déclenché le mouvement des usines Renault, cinq jours avant la grève générale. Alors que, le matin même, la presse syndicale et la presse stalinienne recommandait d'éviter tout mouvement particulier et d'attendre la décision de la C.G.T., à 2 heures de l'après-midi, le mot d'ordre de grève immédiate est porté subitement aux usines Renault par les délégués syndicaux. Cherchez donc à cette soudaine décision une autre explication que celle-ci : ce même jour, la presse annonçait la prochaine visite à Paris de von Ribbentrop, pour la signature d'une déclaration commune franco-allemande!

Ce n'était pas là excellente préface à la journée du 30 novembre dans la métallurgie parisienne!

Il faut dire : Non! au capitalisme français

Nous avons essayé d'analyser les causes immédiates du demi-échec subi par nous le 30 novembre. Il y a des causes plus profondes : la combativité ouvrière qui n'est plus ce qu'elle était en juin 1936; le patronat qui a repris confiance en sa force; les déceptions causées par l'expérience du Front populaire, puis la dislocation de ce mouvement; enfin, la politique belliciste d'une large fraction de la C.G.T.

Et la revanche que guettait la bourgeoisie, — inévitable, puisqu'en 1936 nous n'avons pas voulu porter atteinte aux bases du régime, — la revanche à laquelle elle se préparait depuis de longs mois est venue. Nous ne pouvions pas l'éviter. Tôt ou tard, elle devait se produire. Mais il dépend de nous d'en limiter le succès.

Nous le répétons, la grève du 30 novembre n'a pas été un échec. Dans de nombreux cas,

le patronat a été surpris par l'ampleur qu'a pris le mouvement. Ce n'est par conséquent pas de ce côté-là qu'il y a des raisons de pessimisme.

Ce qui est inquiétant, c'est le désarroi qui règne, depuis la grève, dans l'esprit de beaucoup de militants, qui avaient peut-être cru que l'âge d'or, de la frousse patronale et gouvernementale devant l'action syndicale ouvrière, durerait toujours. La bourgeoisie est revenue de son affolement de 1936; elle veut maintenant reprendre ce qui lui a été arraché il y a 30 mois.

Mais nous sommes encore capables de lui barrer la route. A condition de ne pas perdre la tête à notre tour et de ne pas considérer que la grève du 30 novembre devait marquer le terme de notre action contre les décrets-lois, mais au contraire, marquer un commencement. Il faut sans tarder reprendre l'offensive, en particulier pour la défense des 40 heures. Si nous laissons instaurer un autre système, celui des heures supplémentaires pratiquement illimitées, c'en est fait pour longtemps de la limitation du temps de travail.

Il faut dénoncer à travers tout le pays le procédé dictatorial de M. Paul Reynaud, qui se permet de détruire, d'un trait de plume, toutes les clauses légales ou contractuelles des conventions collectives qui gênent le patronat.

Il faut rappeler sans cesse que certaines clauses de ses décrets-lois ne peuvent en aucune façon se justifier par d'autres raisons que la volonté de brimer la classe ouvrière.

Peut-être qu'à la C.G.T. on a espéré que le Parlement renverserait le gouvernement et annulerait ses décrets-lois. On a fait dans ce cas un mauvais calcul : c'est à la C.G.T. de défendre les intérêts ouvriers, et elle ne doit compter sur personne pour le faire à sa place. Au contraire, elle ne trouvera des concours que dans la mesure où elle sera agissante.

Or, depuis le premier décembre, alors que le patronat et le gouvernement portent la hache sur toutes nos conquêtes ouvrières et détruisent nos cadres syndicaux, la C.G.T. proteste de son désir de « redonner au pays le calme dans la production dont il a un besoin urgent » et sollicite humblement la fin de la répression et la reprise des discussions.

C'est là une attitude de vaincu! Or la C.G.T. n'est pas vaincue. Et elle ne le sera pas si elle reprend avec vigueur sa propagande et son action contre les décrets-lois de réaction de M. Paul Reyaud, et contre la répression patronale et gouvernementale.

Cette bataille, qui est la sienne, doit, pour réussir, être dirigée par elle, et non par une quelconque succursale du parti communiste, comme le Secours Populaire.

Si elle sait reprendre en main cette action et lui donner l'ampleur nécessaire, la C.G.T. est encore capable de faire reculer la bourgeoisie et de dire : Non! a toutes les attaques du capitalisme français.

Cela vaudrait beaucoup mieux que d'inviter ce capitalisme à dire : Non, à toutes les revendications de son rival allemand.

Et cela seul peut nous préserver de la défaite, qui préparerait le terrain à un triomphe du fascisme!

F. CHARBIT.

Dans les T.C.R.P.

Service concédé, les Transports en Commun de la Région Parisienne furent réquisitionnés par Daladier. Cet acte arbitraire fut pour beaucoup dans l'échec de la grève : il permit aux cadres de la S.T.C.R.P., assistés de la police et de l'armée, de faire une terrible pression sur les travailleurs des autobus.

Les pires moyens furent employés pour briser la résistance des camarades, menaces de sanctions, charges de police, arrestations, expulsions des dépôts, constatation du refus d'obéissance par des officiers code militaire en main, emploi de quelques douzaines de créatures du P.S.F. comme briseurs de grève, tout fut bon pour arriver au but du gouvernement : faire échouer le mouvement.

Quoi qu'en pensent certains camarades, le déclenchement à retardement de la grève fut une des causes principales de notre défaite. Pendant huit jours le gouvernement put à l'aide de sa presse à tout faire et de sa radio lancer les pires calomnies contre le mouvement, et épouvanter les fonctionnaires, cheminots, employés des Services publics, par l'énumération des sanctions qui seraient prises contre les grévistes.

On donna ainsi le temps à Daladier de prendre ses décrets de réquisition, d'amener ses régiments et ses pelotons de gardes mobiles sur Paris et dans les centres industriels.

Ce retard fut une erreur de tactique; il sera bon de ne pas le renouveler et d'agir avec un sens plus objectif des réalités révolutionnaires. L'autre erreur fut pour certains de vouloir se venger politiquement d'un chef de gouvernement sous le couvert de lutte contre les décrets-lois. Malgré tout, si les camarades avaient été un peu plus combattifs, si depuis 1936, le mouvement syndical avait été conduit sur son véritable chemin révolutionnaire au lieu d'être aiguillé vers la voie de garage de l'intérêt général, de la collaboration des classes et du patriotisme, nous ne serions pas aujourd'hui en train de racommoder les morceaux.

Les événements ne permettent pas une bien longue dissertation sur les causes de l'échec de la grève du 30 Novembre, il est surtout nécessaire de redresser le courant de désaffection des masses vis-à-vis de la C.G.T.

Il importe, dans ces heures graves, de rassembler toutes les forces syndicalistes révolutionnaires du pays, pour qu'à nouveau la puissance ouvrière soit en état de faire face aux attaques de la bourgeoisie capitaliste, qui tentera d'imposer le fascisme ou la guerre, ou peut-être les deux à la fois.

R. DEVEAUX.

P S. — La S.T.C.R.P. a pris des sanctions contre 240 camarades; à l'heure où j'écris presque tous sons réintégrés, y compris votre serviteur.

R. D.

Le Syndicalisme n'est pas vaincu...

Des impressions sur la grève du 30 novembre?

Ce n'est pas facile, en ce moment. La discrétion s'impose, cependant que nous sommes menacés par la répression. Nous aurons l'occasion de tirer toutes les leçons de cette journée. Nous aurons à en préciser les caractères. Nous ne pouvons aujourd'hui que jeter sur le papier quelques notes rapides, que nous ne voulons pas apporter comme des opinions définitives :

Il est exact que le principe de la grève générale a été voté à l'unanimité par le Congrès de Nantes. Le texte de la motion avait d'ailleurs été rédigé avec une certaine prudence. On donnait au Bureau et à la Commission administrative de la C.G.T. « *le mandat de préparer sans retard toute l'action nécessaire, y compris la cessation collective du travail dans le cas où celle-ci s'avérerait indispensable à la défense des réformes sociales* ».

Mais il apparaît que le sens de cette grève générale ainsi envisagée différait quelque peu selon les tendances et les corporations.

Pour les uns — et je pense particulièrement à nos amis du Livre parisien — il s'agissait bien d'une grève menée jusqu'à satisfaction complète, sur le plan corporatif, c'est-à-dire jusqu'à la suppression de toutes les mesures prises par le gouvernement, qui détruisaient tout ou partie des avantages accordés à la classe ouvrière depuis 1936. Dans son intervention, notre ami Maurice Chambelland n'a pas manqué d'opposer cette conception syndicaliste de la grève au respect du Statut du Travail « *qui fait perdre toute son efficacité à l'action ouvrière* ». L'arbitrage obligatoire ne permet guère en effet un mouvement de protestation contre le gouvernement, que l'on a chargé de toute l'autorité nécessaire pour juger, en dernier ressort, de tous les conflits du travail.

Pour d'autres, les militants des Métaux par exemple, la lutte corporative ne pouvait plus être engagée que sur le plan confédéral. Comptable des réformes sociales de 1936, la C.G.T. ne devait pas laisser aux syndicats et aux fédérations intéressés le soin de défendre par leurs propres moyens les contrats qu'elle avait signés.

Des militants qui, par leur profession et leur formation, se placent presque toujours sur le plan politique et parlementaire, interprétaient la décision du congrès comme un moyen de pression sur la majorité législative. Ils croyaient, sans le dire explicitement, que la menace de grève suffirait pour renverser le gouvernement Daladier, et qu'ils n'auraient pas à lancer leurs troupes dans un mouvement auquel celles-ci étaient mal préparées.

Des syndicalistes, enfin, voulaient éviter une agitation qu'ils jugeaient funeste, en disciplinant le mouvement, en le limitant dans le temps, en le soumettant à la discipline confédérale. Ils espéraient *une seule journée de Juin*, provoquant la signature d'un nouvel accord Matignon, plus ample que le premier, comportant des clauses économiques et financières, encadrant ses clauses sociales.

Il est vrai, que la politique extérieure a pesé sur les décisions d'une fraction importante du congrès. On a jugé les décrets-lois comme la conséquence de Munich. On a peut-être voulu gêner l'accord franco-allemand et empêcher la visite de von Ribbentrop.

Mais cette utilisation de la décision confédérale — que l'on ne pouvait pas éviter — n'a pas eu l'importance essentielle qu'on lui a attribuée d'un certain côté. Les communistes n'ont pas inventé les décrets-lois. Ils n'ont pas imaginé la révolte spontanée des ouvriers contre les mesures sociales du gouvernement. Sans doute auraient-ils accepté, au bénéfice de la politique de fermeté, des sacrifices égaux à ceux que Daladier et Paul Reynaud exigent de la classe ouvrière, cependant que Georges Bonnet s'efforce de prolonger la politique de trêve inaugurée à Munich.

Mais ceux qui approuvent celle-ci peuvent-ils, par opposition aux communistes, subir des sacrifices, destinés au reste à payer la politique de surarmement?

Ce n'est pas sur ce terrain que la discussion aurait pu utilement s'engager, mais sur le caractère de la grève, ses possibiités et son efficacité.

Il est aujourd'hui trop tard, ou trop tôt, pour l'entreprendre. Trop tard, puisque nous n'avons rien dit à Nantes. Trop tôt, car nous ne possédons pas encore tous les éléments d'un examen objectif.

Notons simplement que la querelle autour de la date nous paraît mal engagée. Il est vrai que les corporations directement touchées auraient eu un avantage certain à entrer immédiatement dans la bataille. Mais il est non moins vrai que les corporations qui n'étaient touchées qu'indirectement — je pense particulièrement aux Services publics — et qui ne considèrent pas la grève comme une nécessité constante, ne pouvaient s'ébranler qu'après un effort sérieux et tenace d'éclaircissement et de propagande. D'aucuns pensaient même qu'en une telle conjoncture il fallait créer, préalablement, le climat favorable de l'opinion publique, et qu'ayant attendu, à tort ou à raison, jusqu'au 30 novembre on aurait pu prolonger le délai, afin d'obtenir des résultats plus importants. Mais les événements de Boulogne-Billancourt, dans la nuit du 24 au 25 novembre, ont agi sur la sensibilité ouvrière et balayé le débat.

⁂

Nous n'avons pas à préciser sur la grève elle-même des informations que tout le monde connaît. Nous nous abstiendrons même de commentaires prolongés sur le rôle qu'y ont joué les corporations de l'industrie privée et des Services publics. L'échec n'est pas contestable. On ne gagnerait rien à le dissimuler. « *Le bourrage de crânes*, a dit Louzon, *n'est pas révolutionnaire* ». Il n'est surtout pas syndicaliste. On pourrait même ne pas trop insister sur les moyens de pression employés par le gouvernement. Des militants syndicalistes n'avaient pas le droit de les négliger ou de les mépriser. Ils avaient le devoir de les prévoir. Ils pouvaient commettre des erreurs d'appréciation sur la capacité de résistance de leurs mandants. Mais entre les affirmations tranchées et catégoriques des représentants de fédérations le 25 novembre, et la réalité constatée le 30, la contradiction est trop brutale pour que l'on ne doute pas quelque peu de leurs moyens d'information et de leur autorité sur leurs mandants.

Je parlerai seulement de l'Enseignement. Nous n'avons pas à nous gonfler. Nous n'avons pas constaté, chez nos camarades, un élan unanime et irrésistible. Mais nous n'avons pas à nous humilier. Le nombre de 20.000 grévistes chez les instituteurs n'est pas fantaisiste. Et surtout, dans beaucoup de départements, nos militants ont accompli un effort surhumain pour

entraîner leurs collègues. Nous supportons la comparaison avec tous les autres syndicats de Services publics. Et elle n'est pas à notre désavantage.

Sur les effets immédiats de la grève, contentons-nous de quelques observations :

1° Ce sont les fédérations possédant des cadres syndicalistes, ayant échappé au danger de la colonisation, qui ont participé au mouvement avec le plus d'énergie et de cohésion. L'exemple des Mineurs, du Livre, des Dockers et des Inscrits maritimes apporte comme une illustration et une conclusion aux débats de Nantes;

2° Les partis politiques — dits ouvriers — s'efforcent de tirer parti de l'échec, comme ils prétendaient utiliser le succès. Ils comptaient sur la C.G.T. pour accomplir leur besogne, en chassant le gouvernement qu'ils avaient porté au pouvoir. Ils spéculent maintenant sur le recul certain de la C.G.T. pour préparer les élections de 1940. Et tel, que l'on ramassait sur une pelle le mercredi, redressait une tête héroïque le vendredi, après avoir entendu Maurice Thorez. Le chef du parti socialiste, qui souhaite si ardemment le Ministère de Réconciliation nationale, a gentiment rappelé à la classe ouvrière que lorsqu'il occupait Matignon les grèves étaient beaucoup plus faciles. Il n'est pas nécessaire de posséder sa subtilité pour tirer de cette constatation la conclusion qui s'impose. Masse de manœuvre, école de propagande ou officine de publicité des partis politiques, voilà le destin d'une C.G.T. qui perd l'esprit du syndicalisme de 1906. Il suffit donc de préciser le mal pour fixer le remède;

3° La journée du 30 Novembre a porté un coup sensible à ce regroupement des syndicalistes et des pacifistes que nous tentons depuis Septembre. Certes, nous demeurons fidèle à nos amitiés, si dangereuses qu'elles soient parfois. Nous ne mettrons pas nos camarades pacifistes du Rhône au ban du syndicalisme. Nous voulons essayer de les comprendre, même lorsqu'ils ne font pas preuve à notre égard d'une compréhension égale à la nôtre. Nous n'oublierons pas la solidarité et l'amitié, qui nous lient à eux, même lorsqu'ils les ont quelque peu méprisées, en ces derniers jours.

Nous avons dit, plus haut, quelle était pour nous l'interprétation de la grève générale. Nous n'y revenons pas. Ceux qui la jugeaient folle auraient pu le dire à Nantes.

Ont-ils songé cependant que ce n'est pas contre une C.G.T. colonisée qu'ils ont réagi, mais contre une C.G.T. sur la voie du redressement? Ont-ils vu clairement que c'était surtout le Syndicat national des Instituteurs qui était atteint par leur défection? J'admire Emery. J'apprécie particulièrement l'esprit d'analyse scrupuleuse, et le réalisme profond dont il fait preuve lorsqu'il étudie l'évolution de la situation internationale. Pourrait-on lui rappeler amicalement que le syndicalisme, comme une nation, est quelque chose de vivant et de sensible, que la discipline syndicale est une réalité, et qu'en opposant le pacifisme à la classe ouvrière organisée, on sert la politique de ceux qui veulent entraîner celle-ci dans les voies du nationalisme le plus grossier?

Roger HAGNAUER.

Pourquoi j'ai fait grève

« Le C.C.N. approuve sans réserves la Commisison administrative, les Fédérations et le Bureau confédéral pour les décisions prises en ce qui concerne la date de la grève... » J'ai l'impression que les grévistes du 30 Novembre ne partagent pas cet optimisme de commande. Grève lancée trop tard, avec, semble-t-il, cette arrière-pensée mal dissimulée d'une tractation de dernière heure qui eût permis de rapporter l'ordre de grève. Je n'ai pas la naïveté de penser que le gouvernement eût été dans l'impossibilité de mettre en œuvre les mesures de réquisition, si la grève avait été déclarée dans la semaine du 21 au 26, selon la proposition de Chambelland au Congrès de Nantes. Mais la campagne forcenée de presse et de radio, les multiples pressions exercées contre les travailleurs eussent été réduites au minimum : que l'évidence d'une telle remarque n'ait pas frappé le C.C.N., voilà qui me confond !

Fallait-il faire grève ? Il semble que certaines fédérations aient marché à contre-cœur. Et dans ses « Impressions de militant » (R.P. *du 10 décembre) Mowgli peut dire que « la majorité s'inclina devant la minorité » et que « beaucoup eurent la certitude d'avoir été dupés ». Je suis de ceux qui ont fait grève et qui n'ont eu à aucun moment cette certitude : aussi j'estime nécessaire d'expliquer le plus brièvement possible mon attitude.*

Il est bien entendu que je n'ai pour le communisme officiel aucune sympathie et les événements de Septembre ont suffisamment montré la malfaisance du « parti des masses ». Il était à prévoir que les staliniens chercheraient à prendre une « revanche de Munich ». Les décrets-lois leur en fournissaient l'occasion. Il s'agissait de démontrer — en insistant sur Daladier et en glissant sur Reynaud — que ces mesures financières et anti-sociales étaient la conséquence des accords de Munich et la préface à la venue de von Ribbentrop. La fascisation de la France apparaissait comme la suite logique du dépècement de la Tchéco-Slovaquie ! Thèse aussi compliquée qu'absurde : la politique des décrets-lois est la rançon certaine du surarmement intensif et de la mobilisation stupide de Septembre; les reculs successifs du syndicalisme, l'acceptation sous prétexte de défense nationale de dérogations multiples à la semaine de quarante heures, l'impression que pour « la France » et « l'intérêt général » la classe ouvrière était prête aux plus grands sacrifices, voilà les raisons immédiates de l'offensive patronale et des décrets Daladier. La manœuvre communiste était si grossière qu'elle n'a pu être sanctionnée par aucun texte officiel de la C.G.T. Et même dans un meeting qui a suivi la grève à Bordeaux, organisé par des syndicats strictement colonisés, l'ordre du jour final ne contenait aucune allusion aux accords de Munich. Certes les orateurs ont pu servir des propos déplacés

*et interpréter à leur façon la politique extérieure, certes l'*Humanité *a pu à maintes reprises « lier les questions » et évoquer « la revanche de Munich », mais j'affirme que dans la pensée de l'ouvrier en grève, il y avait essentiellement, sinon uniquement, la volonté de résister à l'offensive des décrets-lois et de défendre les lois sociales en péril. Ce ne sont pas des raisons suffisantes pour s'insurger contre la grève que les slogans de la presse communiste. S'il plaît à Messieurs Péri et Thorez de mêler Munich aux décrets-lois, je ne suis tout de même pas obligé de faire dépendre mon attitude des élucubrations de* l'Humanité ! *Surtout lorsque je vois Daladier entrer gaillardement dans le jeu, parler de grève politique, jouer au pacifiste et, ravi de l'occasion, montrer que c'est la paix qui est en question. Expliquons-nous une fois pour toutes sur ce sujet : Monsieur Daladier appartient à la pire race des politiciens. Ce radical lâche et phraseur, grand bénéficiaire de cette gigantesque escroquerie électorale que fut le Front populaire, est l'homme du surarmement, des poursuites contre les étrangers et les pacifistes, de la mobilisation de Septembre. Voir en lui un défenseur de la paix m'apparaît une dangereuse naïveté; comme son collègue Chamberlain, il nous lancerait sans vergogne dans une guerre, si les intérêts dont on l'a institué le gardien l'exigeaient.*

Je me refuse à distinguer Monsieur Daladier des autres ministrables, à avoir pour lui une considération particulière; il représente pour moi un parti politique, le plus méprisable qui soit, et incarne actuellement l'Etat dans la forme la plus autoritaire qui puisse être compatible avec un reste de démocratie.

Je pense donc que le syndicalisme, qui depuis août 1936 n'avait cessé d'opérer des reculs soi-disant stratégiques, était placé devant cette alternative : réagir ou capituler définitivement. Et je suis de ceux qui attendaient avec impatience un retour à l'Action directe.

En outre toute grève générale — même démonstrative — étendue aux fonctionnaires, aux agents des Services publics et aux travailleurs des établissements nationalisés est en fait dirigée contre l'Etat. Et au moment où l'Etat adopte de plus en plus des méthodes totalitaires et pratique en temps de paix la mobilisation générale des civils, il est du devoir de tout syndicaliste révolutionnaire, de tout pacifiste sincère d'entraver le jeu normal de l'Etat ou pour employer un langage plus clair de « saboter l'Etat ». Ceci est si vrai que je connais certains syndiqués confédérés qui ont vu clair : partisans d'un surarmement toujours accru, conscients de la nécessité d'un Etat fort pour garantir la défense nationale, ils se sont refusés à faire grève de crainte d'affaiblir en des circonstances graves l'autorité du gouvernement. Leur position est logique, la mienne aussi; on n'en pourrait dire autant de celle des communistes ou de celle de nos camarades du Rhône.

Une autre raison de faire grève m'apparaît aussi comme essentielle : il s'agit de l'ordre de réquisition. Quand dans les services publics, lycées, écoles l'affiche a été posée, une réaction unanime aurait dû l'accueillir : Le refus formel de travailler dans des conditions aussi scandaleuses. Et ce refus vaut tout particulièrement pour les syndicalistes qui entendent rester des hommes libres, décidés à ne pas plier devant un ordre de réquisition ou de mobilisation. Il est étrange que des professeurs confédérés, — tels ceux de Rochefort, — invoquent pour ne pas faire grève « leur dignité d'enseignants », mais acceptent d'être réquisitionnés comme un vil bétail !

Enfin on a toujours accusé d'utopie l'idée de la grève générale au seuil d'une guerre. Je sais bien qu'on ne peut comparer une grève générale limitée et pacifique à la grève générale violente qui briserait l'Etat et rendrait impossible une mobilisation. Cependant, pour les syndicalistes, il était intéressant de montrer que l'arrêt des transports et la paralysie des centres nerveux du pays était chose possible : d'où la nécessité de faire un effort maximum en vue de la réussite du mouvement du 30 Novembre.

⁂

Pour toutes ces raisons j'ai fait grève et j'estime que ceux de mes camarades qui ont prêché l'abstention ont agi contre les idées mêmes qu'ils prétendent défendre. La grève a été un échec. Elle a montré que les individus étaient dans leur majorité lamentablement conformistes et prêts à s'incliner devant un ordre de l'Etat et ceci, en pleine paix, sans qu'il soit besoin au pouvoir central de recourir à des mesures extrêmes. Mais cette grève, même partielle, a établi qu'il y avait des hommes décidés à refuser leur consentement, quoi qu'il arrive, à des ordres de réquisition. C'est d'abord à cette minorité que je fais confiance pour restituer au syndicalisme son vrai caractère qui est avant tout lutte contre l'Etat autoritaire et refus d'obéissance.

18 décembre. J. BARRUÉ.

Sorel disait...

La démocratie électorale ressemble beaucoup au monde de la Bourse; dans un cas comme dans l'autre il faut opérer sur la naïveté des masses, acheter le concours de la grande presse et aider le hasard par une infinité de ruses; il n'y a pas grande différence entre un financier qui introduit sur le marché des affaires retentissantes qui sombreront dans quelques années et le politicien qui promet à ses concitoyens une infinité de réformes qu'il ne sait comment faire aboutir et qui se traduiront seulement par un amoncellement de papiers parlementaires. Les uns et les autres N'ENTENDENT RIEN A LA PRODUCTION...

A NOS LECTEURS

Maurice Chambelland est toujours malade. La congestion pulmonaire dont il est atteint évolue normalement mais lentement. Quelques jours de repos seront sans doute nécessaires à notre ami, dès qu'il pourra quitter la chambre, avant qu'il puisse reprendre sa rubrique de « la quinzaine ».

La grève générale fut-elle une erreur ?

Après l'échec de la grève générale, il importe de faire le point, d'examiner avec objectivité quelles en furent les causes. Je vais exposer mon point de vue d'après ce qui s'est passé au Gaz de banlieue.

Le lundi 28 novembre, nous avions organisé une réunion des ouvriers de l'usine à gaz de Gennevilliers et des cokeries de la Seine, filiale de la société E.G.F.M., exploitante de 134 communes de la banlieue parisienne. Ce fut une très belle assemblée, 800 camarades y assistaient, bien décidés à respecter l'ordre de grève de 24 heures.

Le lendemain, veille du mouvement, la situation était renversée. Les camarades membres de la C.E. travaillant dans les usines constatant le fait prenaient la décision de rentrer au travail et de faire la grève des bras croisés. J'en fus avisé le mardi à 18 heures.

Quelle était la cause de ce revirement ? Etait-ce le discours de Daladier affirmant que la grève avait un but politique ? Discours largement commenté par la presse et la radio. J'avais dénoncé la manœuvre à la réunion des ouvriers des usines, et par tract aux services disséminés dans les différentes villes de la banlieue. Les camarades avaient très bien compris; d'ailleurs, depuis de longues années, tous les mouvements de grève importants sont accusés d'avoir des buts politiques. Le fait n'est donc pas nouveau; l'argument est usé.

C'était l'ordre de réquisition des services publics et concédés qui avait créé le fait nouveau. L'affiche blanche munie des petits drapeaux avait jeté le désarroi.

Est-ce à dire que désormais les travailleurs des services publics ne pourront pas répondre à une décision de grève générale ? Pas le moins du monde. Le gouvernement a réussi la manœuvre parce qu'il a agi par surprise. Nous n'étions pas préparés à la riposte. Le fait ne se renouvellera pas. La leçon sera retenue.

Les salariés pourront comme par le passé faire grève s'il y a nécessité, mais l'ordre de cessation du travail ne devra pas être annoncé plusieurs jours d'avance. Quand une grève sera décidée, le jour et l'heure du déclenchement de l'action devront être laissés aux soins de la C.E. Le succès sera souvent à ce prix.

Si la grève échoua dans les services publics et concédés, ce ne fut pas le cas pour les travailleurs de l'Etat, qui eux aussi étaient réquisitionnés. Dans les arsenaux et usines nationalisées l'ordre de grève fut respecté.

Dans l'industrie privée à Paris comme en province, l'arrêt du travail fut très important; la preuve en est dans les centaines de milliers d'ouvrirs licenciés. Mais ne nous trompons pas : l'arrêt du travail ne fut pas complet.

On entend des militants regretter la décision de grève générale. Ils tirent argument de la justesse de leur point de vue du fait qu'elle ne fut pas un succès.

Je considère que la C.G.T. ne pouvait pas agir différemment. Elle se devait de protester rigoureusement contre les décrets-lois qui non seulement diminuent considérablement le pouvoir d'achat des masses laborieuses, ce qui est une conséquence du surarmement et non des accords de Munich comme le disent certains camarades, mais suppriment les clauses avantageuses des conventions collectives. En outre, le fait d'accorder aux patrons le droit d'exiger des ouvriers 50 heures supplémentaires par mois supprime la semaine de 40 heures. C'est aussi la semaine des cinq-huit que le patronat tente de faire disparaître.

Si la grève générale n'avait pas eu lieu, on aurait crié à la trahison; la désagrégation des syndicats s'en serait suivie; la C.G.T. aurait perdu toute influence. En ce moment, malgré l'insuccès de la grève, la C.G.T. conserve une grande autorité morale.

Des camarades reprochent à la direction confédérale d'avoir trop tardé à donner l'ordre d'arrêt du travail, ce qui a permis au gouvernement d'organiser la défense par une propagande intensive par la presse et la radio.

Le Bureau confédéral et la Commission Administrative avaient à tenir compte de l'état d'esprit de toutes les fédérations. Elles n'étaient pas toutes en faveur d'un mouvement précipité. La fédération des Cheminots demanda quelques jours pour préparer ses adhérents. On n'organise pas une grève générale comme un meeting.

La manœuvre patronale fut très habile, en provoquant des départs anticipés : grève de la métallurgie et grèves du Nord. L'évacuation des usines Renault au moyen de gaz jeta un certain trouble.

A Paris, le point capital était l'arrêt des moyens de transport, ce qui eût paralysé toute la région. Mais les camarades qui y travaillent étaient dans le même état d'esprit que les agents des autres services publics. Je n'entends donc pas leur en faire grief. Ils sont allés sur le lieu du travail pour répondre à l'ordre de réquisition, et furent mis en demeure de sortir les autobus et les trains de métro, sans quoi ils étaient considérés comme n'ayant pas répondu à l'ordre de mobilisation.

Dans les grandes villes, le fonctionnement des tramways produisit la même conséquence qu'à Paris. L'erreur des camarades de tous les services publics fut de se rendre sur le lieu du travail pensant faire la grève sur le tas.

Si la grève avait eu lieu quelques jours plus tôt, l'ordre de réquisition des cheminots et travailleurs des services publics aurait été également donné; le résultat eût été identique, car les camarades en présence de l'affiche de mobilisation auraient eu les mêmes craintes.

La question qui se pose est de savoir comment il se fait que les travailleurs ont été pris par une frousse intense devant l'affiche blanche de réquisition.

A mon avis, le mal est antérieur au 30 Novembre. Si au cours du deuxième semestre de 1936, et même pendant l'année 1938, une décision de grève générale avait été nécessaire, les salariés n'auraient tenu aucun compte de l'ordre de réquisition, parce que l'esprit des masses travailleuses était mieux disposé à se défendre.

Un certain malaise commença à se mani-

fester quand, en fin de 1936, la C.G.T. accepta que pendant une grève les locaux ne soient plus occupés, alors que cette conquête ouvrière qui avait assuré la victoire aurait dû être énergiquement défendue.

Le mal aggrava la politique de pause du gouvernement du Front populaire acceptée par la C.G.T. Elle eut comme conséquence de permettre aux congrégations économiques de regrouper leurs forces et d'organiser leur offensive.

L'élan des travailleurs était brisé. Le doute naquit et progressa dans les masses travailleuses.

Si la C.G.T. en 1936 avait exigé du Rassemblement populaire l'application des réformes de structure avec la ferme volonté de l'obtenir, elle y serait parvenue. Mais elle ne voulait pas déplaire au parti radical et au parti communiste qui s'étaient opposés à l'inscription de ces réformes de structure dans le programme du Front populaire sous le prétexte qu'elles effaroucheraient les classes moyennes. La Confédération Générale du Travail fit d'ailleurs une autre grande erreur en n'imposant pas au gouvernement du Front populaire le respect du traité de commerce avec l'Espagne républicaine, ce qui aurait assuré le ravitaillement de nos frères espagnols. Il est hors de doute que devant une attitude ferme de la C.G.T. ayant la volonté de se retirer du Rassemblement populaire le cas échéant, le gouvernement aurait cédé. Les républicains espagnols auraient rapidement triomphé du fascisme.

La C.G.T. a manqué de hardiesse. Elle s'est laissé manœuvrer par les partis politiques. Aussi devons-nous plus que jamais ne préconiser que des accords circonstanciels avec les partis politiques.

Je considère donc que l'échec de la grève générale est la conséquence des erreurs tactiques commises depuis 1936, qui ont créé le doute parmi les syndiqués et affaibli l'esprit combattif des masses travailleuses. Le 30 Novembre, les travailleurs ont manqué de confiance. Les agents des services publics par le manque de climat favorable n'ont pas eu le cran nécessaire de répondre aux affiches blanches, même munies des petits drapeaux, par un grand éclat de rire.

Il n'y a pas lieu de se décourager. Nous avons connu d'autres insuccès, qui ne nous ont pas abattus. L'objectif recherché par le patronat de désagréger la C.G.T. n'est pas atteint. Après la pluie vient le beau temps. Le syndicalisme est l'organisation de l'avenir.

C. DELSOL.

Insuccès prévisible

C'est une triste affaire que d'obéir à un ordre de grève sans croire au succès. Cela a été pourtant notre sort, dans notre section syndicale. Preuve que l'insuccès était prévisible.

Pourquoi l'était-il?

Parce que l'atmosphère n'était pas favorable. Elle ne l'était pas parce que les masses ont meilleure mémoire qu'il ne semble. Elles avaient enregistré depuis deux ans trop de déconvenues : la hausse du prix de la vie, les décret-lois Blum, les premiers pleins pouvoirs votés à Daladier-Reynaud par le Front populaire, la politique financière traditionnelle, les fuites de capitaux tolérées par Blum, l'impunité des deux cents familles, mais surtout, depuis l'annexion de l'Autriche, on les avait persuadées que le péril extérieur exigeait l'union des Français, le sacrifice des conquêtes ouvrières... De plus, les « masses » appréhendaient leur victoire : qui serait au pouvoir après Daladier? que ferait-il? On abat volontiers que ce que l'on a l'*espoir* de remplacer avantageusement... Et quel espoir pouvait-on avoir? Un Blum démonétisé? Un Herriot-de-la-mère-malade? Et derrière eux un parti communiste inquiétant, prêt à accepter tous les décrets-lois pourvu qu'on fasse une politique étrangère dont septembre a donné le goût?

Dans cette incertitude générale, Daladier pouvait menacer et déployer la force militaire. Le déploiement de force n'a jamais fait reculer un prolétariat qui sait ce qu'il veut, au contraire, mais il réussit toujours en face d'une foule sans mystique et beaucoup se sont laissés effrayer par un étalage répressif auquel les gaz employés chez Renault donnaient quelque réalité sans se dire qu'aucun état de siège ne remplace 200.000 cheminots, 100.000 postiers ou 50.000 instituteurs... Mais la peur, j'y insiste, ne m'apparaît pas l'élément décisif de l'insuccès qui est pour moi le manque de foi, de confiance du monde du travail.

⁂

La grève à Nice a confirmé nos appréhensions. Chez les fonctionnaires, presque partout les dirigeants ont laissé les syndiqués se prononcer et la grève a été repoussée! Là, où les militants ont fait leur devoir avec discipline, ils ont été peu suivis : chez nous 13% environ...

Dans les services publics, deux vieux syndicats ont donné l'exemple : les techniciens du P.T.T. et les traminots. Ces derniers, une fois de plus, *malgré la réquisition*, ont accompli leur devoir syndical avec ensemble. Malheureusement, ils sortent très diminués de cette bataille : nombreux licenciements. Les cheminots ont tenté la grève sur place : 120 arrestations aux ateliers ont brisé le mouvement dès le matin.

Dans l'industrie privée, les gros syndicats n'ont pu arriver à l'action. Chez les employés, les banques n'ont pas lancé l'ordre de grève et les magasins n'ont pu l'exécuter par suite de la répression sur les militants. Dans les hôtels, restaurants et cafés, le mouvement a également manqué d'ampleur. Quelques grands boîtes métallurgiques ont marché à fond, sans résultat, hélas! Naturellement, la répression s'est avérée impitoyable.

Que conclure?

Il est encore tôt pour le faire. Je me permets pourtant de marquer une impression de soulagement; on pouvait craindre pire : quelque chose comme les journées de juin 1848, une répression sanglante faisant du fascisme non une éventualité mais une réalité immédiate. On pouvait craindre une *dislocation* de la C.G.T. dans les déchirements intérieurs.

Il reste à craindre un effritement des effectifs.

On l'évitera dans la mesure où la leçon du 30 novembre servira à tous, où l'on cessera dans certaines corporations à se bluffer soi-même en essayant de bluffer les voisins et l'adversaire. En particulier, chez les fonctionnaires, il faut prendre conscience que notre syndicalisme est plus apte à exercer une presison qu'à l'action. On évitera encore cet effritement dans la mesure où l'on effacera l'impression donnée en septembre que le syndicalisme a des mots d'ordre belliqueux parallèles à ceux d'un parti politique.

Pour panser nos plaies, il faut affirmer, *dans les faits*, l'indépendance du syndicalisme et son pacifisme. Toute confusion sur ces points ramènera la C.G.T. a être un squelette.

C'est dire que la parole est aux communistes. *De leur sagesse spontanée* — je ne crois pas qu'on puisse la leur imposer dans une organisation qu'ils dominent pas leur activité — *dépend en définitive la puissance de la C.G.T.*

Et s'ils ne veulent pas être sages, comme il faut le craindre? Ce sera à nous, alors, à reconstruire le syndicalisme en nous refusant à être ensevelis sous la maison qu'ils ébranlent par leur sectarisme furieux et leur soumission aveugle aux intérêts de la caste dirigeante en URSS.

B. GIAUFFRET.

DANS LES FÉDÉRATIONS

Réflexions sur le congrès des Métaux

Il n'est pas encore trop tard pour parler du congrès national de la Fédération des Métaux, qui s'est tenu à Paris au siège du plus « beau Syndicat de France », celui de Métaux parisiens (dixit *Humanité*), rue d'Angoulême, du 8 au 12 décembre dernier.

Pour un grand congrès ce fut un grand congrès! Il y avait, dans la salle magnifiquement décorée, en particulier par des banderoles tricolores, où le rouge triomphait encore du blanc et du bleu, mais pour combien de temps? il y avait dis-je près de 800 délégués. Dame, notre fédération n'est-elle par la plus forte de celles qui constituent la C.G.T.? On lui donne toujours le chiffre impressionnant de près de 800.000 adhérents; d'autre part, elle possède plusieurs châteaux et des millions dans sa caisse. Voilà, pour le bougre d'adhérent moyen, qui pas plus que le Français moyen ne se montre très chatouilleux sur le chapitre de la vérité vraie.

Oh! je sais bien que ma façon irrespectueuse de présenter les choses va me valoir une fois de plus les foudres de ces demi-dieux qui se nomment Croizat, Doury et *tutti quanti*, mais qu'importe! En tant que Parisien je demeure fidèle à l'esprit de Gavroche, et je ne veux pas me laisser impressionner par les flonflons de l'orphéon stalinien, qui guide aujourd'hui les métallurgistes — mes frères.

J'écris volontairement, pour désigner l'équipe qui mène le jeu, le terme peu injurieux d'orphéon, parce que j'estime qu'il faut beaucoup de coups de grosse caisse et de cymbale pour abasourdir les syndiqués de notre industrie; sans cela, dans l'examen loyal de leur situation présente, ils ne pourraient faire autrement que désapprouver la tactique ultra-stalinienne de leur fédération.

Bien entendu, il n'entre pas dans mes intentions de faire de ce congrès un compte rendu strictement analytique, séance après séance, car il est très difficile d'analyser le vide. Je me contenterai de l'interpréter, car je suis un partisan qui a l'élégance d'affirmer ses opinions en marquant l'accent sur les seuls faits qui échappent à la tradition actuelle des congrès ouvriers, où seuls les coups bas et les coups fourrés sont de bonne guerre.

Oui, hélas! nous étouffons dans l'unanimité, nous crevons de conformisme, et bientôt nous vomirons de honte et de dégoût devant les conséquences désastreuses pour le prolétariat de la politique stalinienne de la fausse monnaie de l'Unité. Quel est celui d'entre nous qui ne partage pas ce sentiment, à l'idée de toutes les saloperies que d'aucuns pratiquent parfois inconsciemment sous les plis sacrés du drapeau de l'Unité syndicale? Exemple : 45 heures dans l'Aviation, et antérieusement acceptation de l'arbitrage obligatoire, du statut moderne du travail, du film la « Marseillaise », sans insister davantage sur les côtés abominables de la psychose de guerre en septembre dernier.

Donc le rapport moral fut adopté à l'unanimité, sauf *trois* voix. Il est sûr que si une discussion avait eu lieu, que n'aurait pas faussée l'interdit des prétendus grands prêtres de l'Unité, de ceux qui étaient avec Monmousseau en 1929, lorsqu'il tonitruait : « C.G.T. unique! C.G.T. de trahison! », les résultats du vote auraient été très différents. Hélas! encore une fois à la lutte en pleine lumière, expérience contre expérience, idée contre idée, l'immense majorité des syndiqués préfère passivement la tactique des hommes de confiance, des cadres agissant selon les intérêts ténébreux de leur parti, quel qu'il soit, pour justifier le retour éventuel à un bloc parlementaire qui trahira une fois de plus, tandis que les syndicats auront le baillon sur la bouche.

Il me faut beaucoup de dureté pour écrire que le syndicalisme actuel n'est que la projection des idéologies politiques sur le champ d'activité propre de la C.G.T. Les véritables syndicalistes font aujourd'hui l'effet de bêtes curieuses aux yeux de la plupart des militants qui transforment les syndicats en pions sur l'échiquier politicien. Il y a même le drame psychologique d'hommes qui sont partagés entre le désir d'être syndicalistes, tout en demeurant fidèles à leur parti, ou à une fraction de leur parti. Je les convie à choisir très vite, car l'intérêt bien compris de notre classe veut un choix rapide et précis. C.G.T. d'abord pour les véritables syndicalistes, surtout lorsque le temps est mauvais.

Au cours du congrès on reparla du Plan confédéral. Jouhaux et Frachon rivalisèrent de science académique sur ce magnifique cheval de bataille des années qui précédèrent le Front populaire. Evidemment c'est un cheval qui a tous les

mérites comme la jument de Roland sauf un, celui d'exister. Quel est l'ouvrier sérieux qui pourraît s'exciter aujourd'hui sur les savantes élucubrations des idéologues essoufflés du défunt Comité du Plan? Juin 36 se soucia peu du Plan. L'Action directe donnait alors la clef de beaucoup de problèmes devant lesquels séchaient depuis longtemps les « marchands de sociologie ». Du reste ces braves gens s'installèrent à ce moment-là dans les fauteuils très confortables de l'économie libérale, pour bientôt y faire la « pause ». Les ouvriers de leur côté devinrent des châtelains d'opérette, car Thorez, avec sa face hilare de bébé Cadum, leur disait : « Il faut savoir terminer une grève ».

Il faut bien, chemin faisant, que j'indique un fait symptomatique que l'on pourrait intituler « Le congrès s'amuse ». En effet, il assista à une représentation de « Carmen » à l'Opéra-Comique loué à cet effet. Ce n'était peut-être pas très utile au moment où des milliers et des milliers de métallos étaient frappés par la répression patronale et gouvernementale. N'insistons pas, car l'on risquerait vite l'appellation d'agent de la Gestapo, n'est-ce pas, mon cher Doury?

J'insisterai par contre sur la volonté des dirigeants majoritaires de notre fédération de la transformer en une sorte de caserne où les chefs sont toujours tabous, même lorsque les hommes du rang se font battre pour le communiqué. A l'instar du syndicat des Métaux parisiens, on veut décentraliser la province, c'est-à-dire pratiquer le système des cloisons étanches qui ne permet pas de faire sombrer la direction stalinienne. Les militants sont parqués en petits paquets de cent adhérents pour tout travail délibératif, sous la houlette d'un « responsable ». Quant aux grandes assemblées elles n'ont que le devoir d'applaudir les orateurs du centre, et l'opposition (si elle peut parler, car c'est très difficile, le président stylé faisant toujours lever la séance à temps), même si elle l'emportait, le résultat n'aurait aucune valeur, car antistatutaire!

Avec cette méthode un Vergeat, mais qui se souvient de Vergeat? serait condamné à parler jusqu'à la consommation des siècles devant son éternelle sous-section. C'est là un aspect particulièrement tragique de la colonisation. Les problèmes d'organisation selon les visées staliniennes dominent celui de la reconquête de l'Indépendance syndicale. Les méthodes militaristes et jésuitiques de nos adversaires peuvent leur permettre, grâce à l'utilisation à cent pour cent de leur forme d'organisation, de durer à la tête des syndicats, même sur des ruines, en attendant un nouveau bond de la classe ouvrière qu'ils domineront comme en juin 1936 pour leurs fins propres.

Déjà avec leur système nouveau de représentation, donnant une prime de suffrages pour les gros syndicats aux congrès, ils arrivent aux Métaux à s'assurer la perennité de la direction, rien qu'avec la région parisienne qui surclasse tout le reste de la fédération. A ce moment, même pas besoin de réunir un congrès national, une simple carte postale pourrait suffire pour chaque syndicat de province. A la sainte Anasthasie, par exemple.

Enfin, j'en arrive à la réélection de la Commission exécutive fédérale. Gauthier, rapporteur de la Commission des candidatures, au nom de la majorité, avait lancé l'exclusive contre trois camarades : Jouvence, de St-Nazaire; Klein, de Mulhouse, et moi-même. L'attitude énergique de Chevalme et de Roy, secrétaires fédéraux, qui mirent avec tous leurs amis de tendance leur démission dans la balance, obligea les colonisateurs à reculer. La mort dans l'âme, afin de ne pas faire apparaître brutalement la fêlure aux yeux des moins avertis, ils acceptèrent la présence des hérétiques dans l'espèce de saint des saints qu'est pour eux la direction fédérale.

Je dois remercier ceux qui, ne pensant pas comme moi, m'ont permis de continuer la lutte contre les mauvais penchants de notre Fédération des Métaux.

Dans un prochain article je dirai comment je vois cette lutte.

Albert Lemire.

Après le congrès du Bâtiment

Peut-on tirer des enseignements des débats du congrès fédéral du Bâtiment? Je me suis posé la question et, après avoir discuté avec mes amis, nous nous sommes trouvés d'accord pour en tirer deux leçons :

La première, c'est, sans conteste, que l'unité n'a été qu'un prétexte à nos dirigeants fédéraux pour s'emparer de tous les rouages de la machine fédérale et de placer à toutes les branches de son activité des hommes à eux;

La seconde, c'est qu'ils viennent de commettre une erreur monumentale, surtout dans la période actuelle, où les rapports entre partisans et non-partisans de l'indépendance sont des plus tendus.

Le premier point : pour qui connaît la maison du 40, rue de Paradis, à Lyon, n'a fait que confirmer ce qui existait.

⁂

Depuis longtemps, Cordier et Minot étaient considérés comme quantité négligeable, au point que le bureau se réunissait sans eux et prenait des décisions sans les leur faire connaître.

L'intervention de Minot fut d'ailleurs caractéristique.

Voici un membre du bureau de la Fédération, élu au congrès précédent, qui n'a jamais pu savoir combien la Fédération possédait de voitures automobiles, qui n'a jamais pu prendre connaissance de la correspondance, en un mot, lui qui avait été chargé par un congrès de diriger la Fédération, il s'est vu éliminé par des « adjoints » désignés par la C.E., le Comité national n'ayant que voix consultative.

Est-il besoin de dire que ces adjoints, dont quelques-uns ont noms, Drève, Douence, etc. sont des staliniens indécrottables?

Voilà où conduit la politique des pleins pouvoirs.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit, et que j'avais dénoncé avec Le Pen, et d'autres, au congrès d'unité en Septembre 1936.

Une mention « très bien » à Minot qui a eu le courage de quitter le tablier de domestique, dont on voulait l'habiller.

Ce geste de dignité militante, lui a attiré bien des sympathies en plus des nombreuses qu'il possédait déjà.

Le côté le plus risible du congrès fut le dépouillement du vote pour la future C.E. (car toutes les autres questions furent votées à mains levées) et qui en excluait Cordier.

Tête d'Arracherd, conciliabules, car il ne fallait pas que les congressistes sachent que Cordier n'était pas élu, la fraction ayant décidé de le garder comme otage.

On fit donc appel aux sentiments de fraternité de Cavagnara, qui céda sa place à Cordier.

Et c'est ainsi que les membres de la commission de pointage du vote lurent avec étonnement que Cordier se trouvait parmi les élus.

Mais la manœuvre fut de suite dénoncée; Cordier refusait d'accepter ce marchandage; et malgré les insistances d'Hénaff, qui proposait au congrès de « repêcher » six minoritaires, ces six refusèrent.

Dès ce moment le congrès était virtuellement terminé, mais l'action militante ne l'est pas; et c'est là que se précisera mon appréciation sur « l'erreur » commise par les staliniens à ce congrès.

Au lieu de répondre aux interventions, Nocaudie en particulier s'est refusé à donner le chiffre dû par la Fédération à la C.G.T., par contre il a obtenu (péniblement et à l'esbroufe) l'augmentation du prix du timbre.

Le simple bon sens commandait de restreindre le « train de maison » de la Fédération, et d'intensifier la propagande dans les régions, surtout au lendemain de la grève du 30 novembre, où bon nombre de secrétaires de petits syndicats sont sur le pavé, ainsi que plusieurs ouvriers. Ceci ne facilitera pas le recrutement pour 1939.

On n'a pas voulu à la Fédération reconnaître la baisse des effectifs, mieux, on raille ceux qui dénoncent le péril. N'ayant pas l'habitude de voir les choses superficiellement, je puis malheureusement annoncer que la prise des cartes en 1939 se ressentira des erreurs staliniennes.

Autre point, le principe de la constitution des groupes inter-régionaux a déjà fait ses preuves. En 1922, 23 et 24 ils existaient déjà, et, alors que des secrétaires de Régions ont beaucoup de peine à accomplir leur tâche dans les deux ou trois départements qui leur sont assignés, les secrétaires de ces groupes inter-régionaux seront (et je n'en doute pas) à la dévotion du Bureau fédéral mais seront une charge supplémentaire pour ses finances, sans espoir que leurs activité amène de nombreux syndiqués.

Il est vrai qu'ils veilleront à ce que les syndicats restent dans la ligne et forment ainsi une majorité future.

Cet ensemble d'erreurs n'est pas fait pour rehausser l'éclat de la Fédération, et surtout pour inspirer confiance aux syndiqués qui estimaient, et qui estiment encore, que Cordier et Minot avaitent leur place au sein du Bureau fédéral, et bien entendu une place active tant dans la marche de la Fédération que dans les décisions à prendre.

Le congrès (pour ne pas dire les staliniens) en a décidé autrement. Il en porte toute la responsabilité.

Je sais bien qu'Hénaff a déclaré pompeusement que les « six » repêchés désertaient le mouvement syndical du fait de leur non-acceptation d'un tel procédé; ce qui revient à dire qu'à la Fédération les majoritaires ont le droit de botter les fesses des minoritaires, et que ce sont ces derniers qui doivent faire des excuses.

Je ne veux pas faire œuvre de mauvais prophète, mais je crains bien que dans deux ans nous nous retrouverons avec des effectifs encore plus réduits, alors qu'il était possible à Lyon, avec un peu de tolérance de la part de majoritaires, de créer une atmosphère dans laquelle tout le monde aurait pu habiter. Il en a été autrement; nous ne serons donc pas responsables si demain ceux qui ont voulu paraître comme de grands dirigeants de grands organismes règnent sur des ruines.

A. GARNIER,
Secrétaire de la 3me Région (Loire et Haute-Loire).

P. S. — Je n'ai pas voulu dans ce papier parler de mon intervention; toutefois, je signale à mes amis qu'ayant posé, par deux fois, la question à Arrachard d'apporter la preuve de ses mensonges et de ses accusations calomnieuses à mon égard, il s'est dégonflé piteusement.

Il a donc signé sa défaite morale, et celle de tout le Bureau fédéral actuel qui n'a pas craint d'écrire que je collais des affiches à Nantes, alors que je me trouvais à St-Etienne.

La haine les avait aveuglés, ma patience a fait triompher la raison.

A. G.

PARMI NOS LETTRES

La voix des coloniaux

Nous avons reçu d'un de nos camarades, musulman algérien, la lettre suivante :

Actuellement les mots de « colonies », d' « empire » sont assez répétés par toutes les bouches. Les uns veulent tout avoir, tout posséder, les autres ne veulent rien céder. Et l'on parle de démonstrations, de manifestations, de protestations...

De qui?

De tout le monde. Sauf, des coloniaux, des « possédés », des subjugués. C'est-à-dire des propriétaires légitimes de cet empire qu'on appelle Colonies...

Des peuples entiers : peuples en chair et en os comme les autres peuples. Des Hommes comme tous les Hommes, peut-être ayant plus de qualités, se vendent, s'achètent, servent de monnaie d'échange entre les « civilisateurs ».

Est-ce juste? est-ce humain? Ces peuples n'ont-ils pas voix au chapitre? Ne doit-on pas les consulter?

Il ne peut y avoir de paix si chacun ne dispose de lui-même, de sa personne. Blanc ou noir, grand ou petit. Fraternité entre tous et égalité partout. Que la voix des intéressés soit entendue librement.

Autre chose.

On forme des comités de secours pour tous et partout, pour les juifs chassés d'Allemagne, etc... Mais on ne dit pas un mot en faveur de ceux qu'on massacre sauvagement en Palestine. Les hommes ne sont sensibles que pour ce qui se passe en Europe, et entre les non-musulmans.

Est-ce juste?

Le gérant : M. CHAMBELLAND — Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e)

L'attitude inqualifiable des communistes durant la dernière crise a commencé à dessiller pas mal d'yeux

---

Il faut en profiter pour faire connaître

la vérité sur l'U. R. S. S.

Pour cela diffusez inlassablement la brochure d'

YVON

Ce qu'est devenue la Révolution russe

Les 5 exemplaires : 10 francs   Les 10 exemplaires : 18 francs

L'exemplaire : 2 frs. 50



Autres ouvrages sur l'U.R.S.S.

Yvon (*préface d'André Gide*) : **L'U.R.S.S. telle qu'elle est**	**prix : 28 frs.**
A. Ciliga : Au pays du grand mensonge	**prix : 28 frs.**
Andrev Smith : J'ai été ouvrier en U.R.S.S.	**prix : 18 frs.**
Victor Serge : Destin d'une Révolution	**prix : 18 frs.**
« **De Lénine à Staline** (*illustré*)	**prix : 10 frs.**
« **Ville conquise** (*roman*)	**prix : 18 frs.**

Adresser les commandes et leur montant à notre C. C. P. :
« REVOLUTION PROLETARIENNE », 54, rue du Château-d'Eau.
Compte N° 734.99. Paris